

Communiqué de presse

Paris, le 26 avril 2019

Droit dans ses bottes !

Nous aussi !

Jeudi 25 avril, pendant 2h30, le président de la République, brochant devant des millions de Françaises et de Français sur « l'art d'être français », nous a, en fait, montré tout l'art d'être Macron : donner l'impression aux autres qu'ils ont été entendus, mais ne rien changer quant aux choix déjà faits et les poursuivre. Ainsi, il nous confie ce qu'a dit, selon lui, le mouvement des gilets jaunes : « les injustices fiscales, territoriales, sociales ; le manque de considération ; le manque de confiance à l'égard des élus ; un sentiment d'abandon ». Nous pourrions nous dire qu'enfin, il a un peu vu ce qui se passait dans le pays. Mais, en même temps, il affirme que l'ordre public doit revenir et que son gouvernement, depuis deux ans, n'a pas fait fausse route, et qu'il faut donc continuer les orientations prises depuis deux ans, car « *les fondamentaux des deux premières années doivent être poursuivis, d'ailleurs, les résultats commencent à être là* ».

Les personnes retraitées ont été particulièrement attentives à ce qu'allait dire le Président de la République. Manifestement, Emmanuel Macron a tout de même noté que, depuis son arrivée à l'Élysée, les 9 organisations de retraité-e-s ont appelé à sept journées nationales de manifestations, la dernière ayant eu lieu le 11 avril. Et ses services lui ont signalé qu'il y avait beaucoup de personnes retraitées aux ronds points, avec des gilets jaunes. Et lui-même a été assez souvent apostrophé par des personnes retraitées lors de ses multiples déplacements.

Pour la revalorisation des pensions, il a annoncé, implicitement, qu'il allait cesser de ne pas respecter le code de la Sécurité sociale qui impose une revalorisation des pensions selon l'inflation, et que les retraites inférieures à 2 000 euros seraient indexées sur l'inflation à compter de 2020, toutes les autres à compter de 2021. C'est un nouveau pas, mais bien insuffisant. Les pertes subies par les personnes retraitées depuis 2014 demeurent. Et l'indexation, qui se fera sur les prix et non les salaires, comme nous le demandons, se fera à partir de retraites déjà amputées depuis 6 ans. C'est donc une indexation qui consolide les gels antérieurs. Et rien n'est fait dans le sens d'une suppression de l'augmentation de la CSG pour toutes les pensions.

En ce qui concerne l'aide à la perte d'autonomie, aucune annonce nouvelle n'a été faite. Il a été confirmé que le gouvernement travaillait sur ce sujet pour aller vers des propositions qui seront présentées au cours de l'automne 2019. Nous savons déjà que les exigences des organisations de retraité-e-s comme celles des personnels des services d'aide à domicile et des EHPAD ne seront pas entendues. Il n'y aura pas les créations d'emplois indispensables pour aller vers le ratio d'un emploi pour un patient, et il n'y aura pas de création d'établissements publics à la hauteur des besoins, tout ça à cause de finances publiques en déficit. Les investissements privés continueront d'être favorisés et privilégiés, en leur ouvrant un secteur où la rentabilité capitalistique est de plus en plus attractive.

Car les « fondamentaux » de la politique gouvernementale sont maintenus : il faut favoriser les investisseurs, il faut attirer les capitaux. La baisse de l'impôt sur les sociétés sera poursuivie. Le plafonnement de l'imposition des dividendes à 12,5 % n'est nullement remis en cause. La suppression de l'ISF, *« qui n'a pas été faite pour favoriser les riches, mais pour produire »*, sera évaluée, plus tard. En attendant, elle est maintenue et confirmée. Il n'y aura pas de baisse de la TVA, impôt particulièrement injuste, y compris sur les produits de première nécessité ; par contre, l'impôt sur le revenu, qui reste encore relativement progressif et plus juste, va lui être diminué, de 5 milliards. La suppression de niches fiscales favorables aux entreprises est annoncée, sans autre précision. Quant à la fraude fiscale, autre explication des déficits publics à côté de la baisse des impôts des plus riches, aucune volonté de la juguler n'est signalée. Il nous a seulement été dit que la Cour des Comptes allait évaluer la fraude. Les multinationales, les grandes banques d'affaires, les paradis fiscaux et leurs cabinets de conseils et d'avocats d'affaires, Google, Amazon et autres GAFA tremblent déjà à cette annonce !

Dès lors que la politique inégalitaire se poursuit, celles et ceux qui revendiquent une société juste et solidaire ne peuvent que voir se renforcer leur détermination.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à participer aux manifestations unitaires qui auront lieu le 1^{er} mai 2019 dans un très grand nombre de villes. A Paris, la manifestation commencera à 14h00, à Montparnasse (Place du 18 juin 1940 – angle rue de Rennes) et se dirigera vers la Place d'Italie.